

Etat et reproduction sociale dans le capitalisme périphérique : le cas du Maroc

Par Abdelali DOUMOU

Les discussions actuelles relatives à l'Etat périphérique(1) ont réalisé un progrès certain dans l'appréhension du fait étatique dans plusieurs directions :

— Ces discussions ont pu, sur la base des hypothèses de la «subordination de l'Etat au capital»(2) et de la «dérivation de l'Etat du capital»(3), enregistrer un dépassement des déficiences et des déformations que présentent les différentes analyses sur le capitalisme périphérique percevant les rapports de production,

(1) La question de l'Etat dans les sociétés dépendantes constitue une préoccupation très récente de la théorie marxiste du développement -sous-développement. Signalons à cet égard les récentes études systématiques consacrées à la question par H. Alavi «the state in post colonial societies : Pakistan and Bangladesh» *New Left Review* (July-August 1972); A.G. Frank « la crise économique et l'Etat dans le Tiers-Monde» in *Perspectives latino-américaines*, oct. décembre 1980 n°1 (Ed. Anthropos). L'apport important mais non traduit en langue française des auteurs latino-américains semble dater également de la dernière décennie si l'on donne un minimum de crédibilité à la présentation que fait P. Salama des débats relatifs à la question de l'Etat en Amérique latine dans «Au delà d'un faux débat» Actes du XLII^e congrès International des Américanistes. Paris 29 sept. 1976, publié avec le concours de la Fondation Singer-Polignac. Concernant la «théorie conventionnelle» de développement, la question de l'Etat étant à l'origine évacuée, car externe du point de vue méthodologique à sa problématique d'ensemble, est partiellement récupérée. En effet, même des auteurs de l'establishment chez qui le concept d'Etat n'avait jamais eu de place commencent à se demander «Do we need a theory of state?». *European Journal of Sociology* 1977, cité dans «Search of a theory of the modern state», Philip Resnick, communication présentée au 19^e Congrès Mondial de l'Association Internationale de Science Politique, Moscou (URSS) 12-18 Août 1978.

(2) Comme illustration de cette approche voir étude précitée d'A.G. Frank.

(3) cf. E.B. Pasukanis «la théorie générale du droit et du marxisme». Ed. EDI 1970. J. Holloway et S. Picciotto «Etat et capital : le débat allemand sur la «dérivation» de l'Etat» CEP n°10 1980. H. Hirata « les recherches marxistes sur l'Etat contemporain : deux lectures» CEP n°26 1977. J.S. Gonzales «la question de l'Etat dans les pays capitalistes sous-développés. Quelques problèmes de méthode» CEP n°13 / 14 1980. F. Mellah «Les espaces du Prince» PUF, 1978. M. Carnoy «The state and Political theory» Princeton University Press 1984.

l'Etat et les classes sociales comme des entités juxtaposées, maintenant entre elles des relations d'extériorité;

— La mise en relief par «l'école de la dérivation» du «lien organique» entre l'Etat et le capital permet une voie d'accès à la compréhension de la nature de classe de «l'Etat-nation», du type de rapport entre celui-ci et la société civile, et de la forme dans laquelle cette nature de classe se manifeste dans la réalité historique;

— Ces discussions présentent également le mérite de préciser que toute entreprise analytique ayant pour objet l'Etat périphérique devrait porter à la fois sur le processus de mondialisation de cette forme d'organisation sociale, l'analyse du système mondial des Etats et l'étude de l'impérialisme qui le détermine(4).

Pendant ces différentes analyses relatives à la mondialisation de l'Etat présentent, appliquées aux Etats périphériques, quelques insuffisances parce que certaines de leurs hypothèses ne résistent pas à l'analyse historique du fait de leur nature capitalo-centriste. Parce que l'ère historique capitaliste est exclusivement déterminante dans leurs analyses, ces explications passent sous silence ce que les structures étatiques contemporaines dans le tiers-monde ont hérité de l'histoire «précapitaliste». Notre propos n'est pas toutefois de se conformer à une pratique académique en vogue aujourd'hui et de mener une analyse historique, mais de montrer seulement l'actualité de l'héritage historique dans la compréhension du phénomène étatique dans les sociétés dépendantes.

En effet, l'une des hypothèses de la théorie de la dérivation repose sur le fait que c'est le «fétichisme de la marchandise» dans le capitalisme qui constitue la base matérielle de l'illusion sur l'Etat. Le «fétichisme de la marchandise» permet ainsi de faire apparaître l'Etat comme au-dessus des classes sociales. La généralisation de la marchandise dans la société bourgeoise a, de ce point de vue, deux effets contradictoires :

— Elle fétichise les rapports sociaux (c'est-à-dire les choses) et fournit la base matérielle de la légitimité sur laquelle se greffera la fonction de légitimation des régimes politiques.

— Elle les défétichise et rend ainsi nécessaire la répression de classe.

Le premier fait apparaît l'Etat comme au-dessus des classes sociales et constitue l'élément matériel déterminant de la domination bourgeoise. Le second effet traduit la nécessité logique de l'Etat. L'Etat capitaliste est donc déduit logiquement de la nécessité de reproduire le rapport d'exploitation. Il est nécessairement une abstraction réelle qui se réalise sous la forme d'un régime politique. Lié à la reproduction du capital, l'Etat traduit la nécessité qu'un élément soit extérieur à cette dernière et permette ainsi que se reproduise le rapport de production.

(4) cf. P. Salama «quelques réflexions sur l'articulation des Etats-Nations en Amérique latine» Revue Tiers-Monde n°68, 1976.

Toutefois, dans la mesure où ce fétichisme dépend du degré atteint par la généralisation de la marchandise, et dans la mesure où la spécificité de la genèse des Etats du tiers-Monde ainsi que la place particulière qu'ils occupent dans l'économie mondiale tendent à particulariser leurs régimes politiques, cette proposition semble s'adresser surtout aux pays capitalistes développés; car si cette particularisation embrouille souvent la discussion sur la nature de l'Etat, elle révèle néanmoins que l'on ne peut pas déduire la nature de l'Etat d'une analyse semblable à celle des Etats capitalistes du centre.

Il en résulte que la déduction de l'Etat de la catégorie capital n'est pas pertinente pour le cas des pays sous-développés où le monde de production capitaliste n'étant pas le produit de contradictions internes à ces sociétés, a été en quelque sorte parachuté de l'extérieur.(5)

Ainsi, il ne suffit pas d'affirmer que le développement capitaliste engendre automatiquement la transformation des ethnies en nations; il convient de préciser que seul le développement d'un capitalisme central permet à la formation nationale de prendre consistance(6). Dans les F.S. périphériques, le développement capitaliste désagrège la société et s'oppose à sa constitution éventuelle en nation pour trois principales raisons traduisant -non de manière exhaustive- la fragilité, sinon l'inexistence d'une base matérielle de légitimation des Etats du dit «Tiers-Monde» :

— La première raison est que ce capitalisme n'étant pas fondé sur le renforcement systématique du marché local des marchandises, du capital et du travail comme axe de son développement, puise sa force d'un processus de reproduction sociale où le «fétichisme marchand» est loin de constituer l'unique composante(I)

— La seconde raison a trait aux possibilités faibles qui s'offrent aux classes et «fractions» de classe dominantes dans la constitution d'une base matérielle de légitimation de régime politique; faiblesse qui s'explique par «la domination écrasante du capital étranger (qui) enlève toute signification à l'expression de «marché de capitaux»; le capital local, émietté et subalterne, ne parvient pas à atteindre la masse nécessaire pour constituer un tel marché; et le système monétaire et financier demeure lui aussi extraverti, partiel et limité dans ses fonctions»(7).(II)

— La troisième raison concerne la manière particulière dont le MPC domine, dans les F.S. périphériques, les autres formes sociales de production; cette domination ne se traduit pas par une diffusion généralisée des rapports capitalistes de production mais par un processus de subordination d'un large secteur de soumission formelle (S.S.F.) -où le procès de production reste

(5) cf. P. Salama **l'Etat surdéveloppé**. Découvertes. Maspéro, 1983 (en collaboration avec G. Mathias)

(6) cf. S. Amin **Classe et nation** Ed. de Minuit. 1979.

(7) & (8) cf **Classe et nation** op. cit. p. 169.

essentiellement «non capitaliste»- à un secteur de soumission réelle (S.S.R.) où les rapports de production en œuvre sont de type capitaliste; cette prédominance de la domination formelle interdit, enfin, de parler d'un marché généralisé de la force de travail, en dépit de l'importance relative de l'armée de réserve du chômage urbain»(8).(III)

Il est à préciser que les indices retenus, ici, pour montrer la faiblesse de la base matérielle de légitimité du régime politique marocain sont à caractère essentiellement économique, ce qui ne signifie pas qu'il n'existe pas de composantes politiques, culturelles, etc.. de cette base matérielle. Nous considérons d'un point de vue historique, que ces composantes sont aussi importantes mais elles sont exclues de notre objet d'analyse au niveau méthodologique en raison des contraintes académiques limitant les préoccupations de ce travail à l'aspect économique de la légitimité. Le recours au politique et au culturel n'est fait que lorsque l'aboutissement de l'analyse économique l'impose.

I — Les spécificités du processus de reproduction sociale dans les sociétés périphériques : d'un «fétichisme marchand» à un «fétichisme politique»

Dans les F.S. périphériques, l'échange n'étant pas généralisé (sa diffusion étant incomplète et spécifique) la valeur d'échange ne peut constituer, à elle seule, la base de la cohésion sociale; elle ne peut donc sous-produire une chosification des rapports sociaux telle que celle-ci puisse constituer l'élément matériel et central de la perception de l'Etat comme autre chose que ce qu'il est; elle ne peut donc fournir, sinon partiellement et de manière contradictoire, la base de la légitimation sur laquelle auraient pu se greffer les régimes politiques. Ces derniers chercheront une légitimation à leur action à travers les formes de dépendance personnelle, de soumission directe, de légitimation morale et religieuse, c'est-à-dire dans leur propre fonds culturel. La marchandise identifiée à l'agression dont elle est le produit, subit un rejet au profit d'un retour aux valeurs du passé, à la religion qui, de «valeurs-refuges», deviennent «valeurs-agissantes» et à travers lesquelles la cohésion sociale est instaurée(9). Dès lors, l'analyse du processus de reproduction sociale dans les F.S. du Tiers-Monde passe par l'élucidation du problème du caractère fantastique des rapports sociaux, du problème de la religion et, par delà, celui de la pratique symbolique et de l'idéologie en général.

Dans *Le Capital*, K. Marx a expliqué le contenu et l'origine du caractère fantasmagorique des représentations spontanées que les individus se font de l'essence de la marchandise, de la monnaie, du capital, du salaire, etc..(10). Dans les représentations tout est présenté à l'envers, les rapports entre personnes apparaissent comme des rapports entre des choses, et ce qui est cause apparaît comme effet.

(9) cf. P. Salama et G. Mathias *L'Etat surdéveloppé...* Maspéro 1983.

(10) K. Marx *Le Capital* Ed. Sociales, 1976, p. 68 et suiv.

Dans **La critique de la philosophie de l'Etat de Hegel** (1842), Marx analyse le fétichisme politique au moyen du concept «d'aliénation». Le fétichisme est perçu à travers la constatation de la séparation de l'individu de son objet. Cette séparation est telle que l'objet bien que créé par le sujet, s'autonomise pour finalement dominer le sujet.

Une telle analyse s'applique entièrement à l'Etat, on parle donc de fétichisme étatique «chaque fois qu'un produit d'actes sociaux tend à prendre une existence autonome, paraît se détacher des rapports sociaux, prend l'apparence d'une réalité dotée d'une activité propre qui régirait dès lors les rapports considérés»(11).

Dans les F.S. du «Tiers-Monde» -en raison du caractère incomplet et particulier de la diffusion des rapports de production capitalistes- ce sont d'autres formes de fétichisation des rapports sociaux qui sont à la base de ces mécanismes d'interversion de la cause et de l'effet en faisant apparaître un «être imaginaire», un dieu, comme l'unité vivante d'une communauté, la source et la condition de sa reproduction et de son bien-être. Le «fétichisme étatique» ne puise donc sa force que du fonds culturel de légitimité sur lequel reposent les régimes politiques (idéologie de la négritude en Afrique; l'Islam au Maroc, etc...). Dans les F.S. arabo-islamiques, le «fétichisme étatique» n'est pas le produit d'un «fétichisme économique»; il est le produit de l'idée de l'Etat chez l'individu musulman, c'est-à-dire l'illusion que l'Etat dépasse la mondanité pour s'ériger en entité spirituelle; illusion produit de l'Islam en tant que «réaction de révolte» contre la mondanité de l'Etat(12).

La religion constitue, dans ces sociétés, le principal mécanisme par lequel les conditions objectives de la vie sociale prennent un caractère fantasmatique. Car elle (la religion) «est en même temps une forme de présentation et de présence de cette structure doublée d'une forme d'action sur elle, représentation et action, qui sont telles que, au moment même où elle se présente dans la conscience et s'offre à l'action, cette structure devient objet de méconnaissance théorique et objectif illusoire de l'action pratique. A la fois présente et dissimulée dans son mode de présentation, l'articulation invisible des rapports sociaux, leur fond et leur forme intérieurs, devient le lieu où s'aliène l'homme, où les rapports réels entre les hommes et entre les choses se présentent à l'envers, fétichisés»(13). Dans ce contexte la pratique religieuse offre «réellement une forme d'action, une pratique politique sur les contradictions sociales spécifiques qu'engendrent en permanence leur mode de production et d'existence sociale, menacé constamment de fission et de désagrégation»(14).

(11) cf. H. Lefebvre **De l'Etat** Tome II, 10/18. 1976. p. 123.

(12) cf. A. Laroui **Le concept de l'Etat** (en arabe) Centre culturel arabe Casablanca 1981.

(13) M. Godelier, **Horizon, trajets marxistes en anthropologie**. Maspéro, 1977 Tome I, p. 134.

(14) cf. M. Godelier, op. cit. pp. 41 et suiv.

Il en résulte que les structures sociales ne peuvent être, contrairement aux pays capitalistes avancés, assimilées à la seule forme économique de leur expression; la reproduction sociale ne peut alors être confondue avec la reproduction économique. Le statut particulier de «l'économique» interdit donc de présupposer le «fétichisme marchand» dans les F.S. périphériques car, malgré une dominance des rapports marchands, «l'économique» n'est pas «fétiche» dans la mesure où il ne constitue pas le système exclusif de conduite et de représentation de la vie sociale. La reproduction intégrale d'un extrait de la thèse de P. Pascon constitue, à notre avis la meilleure illustration de notre point de vue : «Observons un paysan, qui ayant appris qu'un contrat de crédit agricole lui a été accordé, se rend au bureau de l'administration locale de l'agriculture pour retirer son dossier de prêt pour la construction d'une étable. En sortant de sa maison, en jellaba blanche et ayant mis un poignard (koumyia) bien apparent -signe d'homme libre ou d'aristocratie paysanne ancienne- il monte sur son vélomoteur en invoquant le nom de Dieu, autant pour être protégé durant le trajet que par ferveur religieuse. L'engin démarre mal, et il doit déboucher le gicleur d'arrivée d'essence- acte technique. Dans la sacoche de son vélomoteur, il a mis un poulet pour l'offrir au responsable de l'administration qui lui donnera son dossier. Il arrive au Centre de Mise en Valeur, et comme il ne connaît pas bien les BUREAUX et qu'il craint de n'être pas «reconnu» - problème d'identité et de majorité sociale dans une société caïdale- il va à l'atelier où se trouve un cousin mécanicien - relation familiale. Le cousin mécanicien lui explique qu'il n'est qu'un ouvrier et qu'il n'a pas spécialement accès aux BUREAUX, et qu'il peut difficilement intervenir pour lui - division du travail et des rôles de type industriel. Cependant, il a récemment réparé la voiture d'un commis et celui-ci lui en est redevable et il pourra l'introduire. Par recommandations complexes, qui réglementairement n'ont aucune raison d'être et qui pouvaient en partie être évitées par notre paysan, ou remplacées par une attente un peu longue devant la porte du directeur du CMV, l'agriculteur parvient dans le bureau de ce dernier. Il lui offre le poulet. Le problème de savoir si ce poulet a été accepté ou non est intéressant mais plus intéressant encore, est d'examiner la signification de ce don ou de ce salaire, ou de cette corruption. Pour l'agriculteur, les trois aspects sont si intimement mêlés qu'il faudrait descendre davantage dans sa psychologie pour y répondre. En tout cas, pour le paysan, le fonctionnaire prestigieux, qui est là dans ce bureau dont la porte lui est apparemment difficile d'accès, ne doit pas être seulement rétribué par l'Etat, mais aussi par lui. Ensuite, on entre dans la discussion du prêt lui-même, c'est-à-dire de la situation complexe du crédit et de l'aide. Car pour ce paysan : il reçoit une somme d'argent qu'il doit rendre nominalement avec un certain intérêt - certes, il connaît des prêts usuraires à des taux autrement plus élevés, mais enfin l'usure n'est pas reconnue et ici c'est l'Etat qui prête avec un intérêt, formellement, par écrit - mais aussi le crédit est assorti d'une subvention de l'Etat pour la construction de son étable; et ceci est-il un don, une aide, une faveur ? Crédit, intérêt, don, faveur, sont si intimement liés que l'on ne sait plus si c'est du capitalisme, de la féodalité,

voire du socialisme. Mais notre paysan doit s'assurer contre l'incendie. Il faut lui expliquer que l'étable pourrait être frappée par la foudre, ou brûlée du fait de la négligence d'un vacher, que le prêt ne peut être accordé si l'on court ces risques. Comment comprendre la notion de probabilité, de calcul statistique et de prospective, dans une situation où l'aléa climatique domine et dans un milieu culturel où l'avenir est considéré comme imprévisible, tant l'homme se sent démuni devant la nature et ses semblables ? Enfin, il doit signer et la question du nom n'est pas une mince affaire; car si notre homme par son nom et celui de son père est bien connu au village, déjà, au niveau de la commune ou CMV, ce nom ne veut plus rien dire. Il va falloir des témoins et la présence du moqqadem, voire du cheikh, ce qui ne simplifie pas les choses et qui, pour notre propos ici, fait revenir notre homme, à qui on parlait statistiques, loi des grands nombres et société mutuelle, brutalement à l'âge tribal et féodal. Cet exemple est très terre-à-terre et très quotidien : notre agriculteur participe bien, en permanence, à toute la complexité d'une société qu'il ne peut aisément comprendre toute entière, et dans laquelle il ne peut avoir un comportement logique unique d'un bout à l'autre de ses actions.»(15)

Cette description du quotidien de l'homme de la société marocaine témoigne - en dehors des conclusions de l'auteur qu'il n'y a pas lieu de discuter ici - que la «rationalité économique»(16) est loin de constituer le «niveau surdéterminant» dans le comportement et la représentation de la vie sociale des individus. A titre d'exemple, le comportement du paysan marocain, lorsqu'il a reçu un crédit, octroyé par la C.N.C.A., est fort significatif à cet égard :

— Dans l'affectation de la somme d'argent reçue, la priorité est généralement donnée à l'élevage et non à la mécanisation;

— Une partie du crédit est destinée à la consommation et non à la production(17);

— Absence du «calcul économique» chez le fellah et endettement outrancier, etc..

Sur la base d'une petite enquête personnelle portant sur un petit village du Haouz (Oulad Zarred dans la région de Kelaà Seraghna) nous avons pu constater que malgré la succession des années de sécheresse (7 ans consécutifs), les habitants s'attachent, par tradition, à l'élevage. Ce dernier constitue une opération économique non rentable puisque pour la plupart une vache de traite

(15) cf. P. Pascon, **Le Haouz de Marrakech**, publié avec le concours de CURS, INAV Rabat et CNRS Paris 1977. T.2, p. 593-594.

(16) Nous entendons par «rationalité économique un système de conduite et de représentation de la vie sociale à travers «l'économique» en tant que processus social aliéné-aliénant commandant l'existence de la société dans son ensemble. cf. A. Bihl **L'économique fétiche**, le Sycomore, édit 1979.

(17) L'octroi de ce qu'on appelle le «petit crédit agricole», destiné à la consommation pour les habitants des régions les plus touchées par la sécheresse (région de Marrakech), illustre ce comportement.

rapporte, dans le cas idéal, 7 à 8 dirhams par jour mais consomme environ 20 DH/ jour. Ce petit exemple montre que le calcul et la rationalité économiques sont donc des normes qui ne régissent pas le comportement de la plupart des paysans marocains.

De son côté l'Etat - par souci de légitimation - encourage cet état de fait. Dans la même région, l'octroi des crédits à la consommation s'accompagne d'un report des délais de remboursement.

Ces différents propos tentent d'expliquer pourquoi ce sont les mécanismes politico-idéologiques qui président largement dans le processus de reproduction sociale dans les F.S. périphériques, alors que ce qu'on appelle le «système économique» fonctionne dans la plupart des pays dits sous-développés dans un contexte de «crise chronique»(18) par rapport aux normes de fonctionnement du capitalisme central.

II — Les effets de structure qui entravent la pleine expression économique et politique de la bourgeoisie dans le dit Tiers-Monde

L'une des principales manifestations de l'inexistence d'une base matérielle de légitimation dans les F.S. périphériques est fournie par la nature particulière de la bourgeoisie dont les limites dans le procès de transformation des structures économiques et sociales et l'incapacité à impulser un développement auto-dynamique - à l'instar des bourgeoisies française, anglaise ou autres - constituent un trait caractéristique, d'une portée générale, du capitalisme périphérique(19).

Ce qui importe de rappeler ici, c'est plus la manière dont cette incapacité et ces limites de la bourgeoisie se traduisent dans la réalité marocaine du fait de sa dépendance vis-à-vis du capital étranger, que de participer au débat conceptuel la concernant. Les différents termes de ce débat en dépit du fait qu'ils situent la problématique de la «caractérisation» de la bourgeoisie marocaine à un niveau strictement conceptuel(20) (bourgeoisie compradore,

(18) Nous adoptons une acception large du terme «crise»; il ne désigne pas ici un simple «dysfonctionnement passager» du capitalisme se traduisant essentiellement par l'inflation et le chômage (ce qui semble être le cas des pays capitalistes développés actuellement); le terme de «crise chronique» désigne ici une situation structurelle de la plupart des pays sous-développés caractérisés par une faible intégration économique (persistance d'un large secteur de soumission formelle, absence d'un véritable marché de capitaux...) faiblesse et émiettement du capital local, importance de l'accumulation improductive, etc...

(19) Concernant les caractères de cette classe, voir essentiellement S. Amin **Le développement inégal**, Ed. de Minuit 1973, p. 296 et suiv, **Classe et Nation** op. cit. p. 74 et suiv, p. 128 et suiv. Voir aussi A.G. Frank **Lumpen bourgeoisie et Lumpen prolétariat** F. Maspero 1971. Ernest Mandel : «Classes sociales et crise politique en Amérique Latine» CEP. n° 16, 17 sept 1974.

Mahmoud Hussein : **La lutte des classes en Egypte** F. Maspero, Paris 1971; A. Touraine **Les classes sociales dans une société dépendante**. Tiers Monde. T.XVI n° 62 - Avril-Juin 1975.

(20) Au grand risque d'évacuer le véritable problème qui consiste à appréhender la nature du comportement économique, politique, idéologique etc... de cette classe.

bourgeoisie nationale(21), «bourgeoisie non bourgeoise»(22)...), convergent pour mettre en relief la faible dynamisme et la fragilité du fond interne de l'accumulation de cette classe.

Le rappel de ces traits caractéristiques de la bourgeoisie marocaine constitue un niveau privilège pour la perception de la faiblesse d'une base matérielle de légitimation de l'Etat(23) :

- Faiblesse de l'investissement privé national dans la FBCF;
- Faiblesse du caractère productif de l'investissement privé national;
- Dépendance de la bourgeoisie marocaine vis-à-vis du capital international et du marché mondial;
- Dépendance de la bourgeoisie vis-à-vis de l'Etat.

Pour plusieurs auteurs, l'Etat tente, au moyen d'un important secteur public, de compenser cette faiblesse du capital privé national(24) afin de se constituer une base matérielle de légitimation. Or, une analyse de l'interventionnisme public - au niveau tant des moyens de financement qu'il nécessite que des faibles résultats qu'il atteint dans le domaine de l'accumulation du capital - révèle que le secteur public, loin de jouer le rôle qui lui est assigné au niveau du discours en tant que «béquille du capital» participe à la reproduction du modèle d'accumulation existant(25) pour plusieurs raisons :

- La structure des dépenses publiques de l'Etat qui n'est que l'expression de «son projet idéal de structuration sociale» témoigne de leur faible effet productif(26).

(21) «Le poids de l'oligarchie qui monopolise les affaires les plus rentables, le mouvement de concentration et de centralisation du capital, la dépendance étroite de ces couches à l'égard des banques (pour le crédit) et de l'administration (marchés, licence, etc...) créent en leur sein une situation de malaise et de frustration, s'exprimant jusqu'à un certain point par des revendications de type nationaliste et par une hostilité relative vis-à-vis de l'oligarchie». Aziz Belal. «La bourgeoisie marocaine est-elle ou n'est-elle pas?» Lamalif n°136. 1982.

(22) «En somme la bourgeoisie du Tiers-Monde est non bourgeoise (toujours dans le sens marxien), si elle est bourgeoise dans son mimétisme caricatural dans le domaine de la consommation, elle est non capitaliste par son rôle dans le procès accumulatif et par sa pratique politico-idéologique, son développement est entretenu par l'étatisme sous ses différentes formes». H. El Malki «Dépendance et problématique de la transition» RIPEM n° spécial 2e semestre 1980, p. 217.

(23) Nous nous limiterons, ici à énumérer ces éléments et nous renvoyons pour leur analyse au chapitre III, section II, surtout § II dans notre travail «De la problématique de l'Etat dans les sociétés dépendantes : essai d'interprétation de l'intervention économique de l'Etat marocain» Mémoire de DES, Faculté de Droit, Rabat 1984.

(24) cf. A. Berrada «Secteur public et formes indirectes de la dépendance». Al Asas, n° 17, Déc. 1982.

Chiguer : «Le secteur financier public marocain de 1904 à 1980». DES Rabat 1982.

(25) Pour une analyse du rôle du secteur public, voir chapitre IV, section II in «De la problématique...» op. cit.

(26) & (27) Voir section II du chapitre IV in «De la problématique de l'Etat...» op. cit.

— La majorité des Entreprises publiques participe faiblement ou négativement à l'accumulation du capital (à l'exception peut-être de l'OCP et de l'ONIS) en raison de la «conception patrimoniale» qu'a le régime politique du secteur public(27) où ce dernier est perçu non pas en tant que support au développement du capital productif mais comme un patrimoine appartenant à une couche sociale.

III — Le caractère incomplet et particulier de la diffusion des rapports de production capitalistes dans les formations sociales dépendantes

L'analyse de la particularité et de la lenteur de la diffusion des rapports de production capitalistes au Maroc(2) relève d'une problématique plus générale : celle de la transition capitaliste dans les sociétés dépendantes(1).(27)

1./ Les principaux termes d'un débat

Pour Althusser «Marx ne nous a pas donné de théorie de la transition d'un mode de production à un autre, c'est-à-dire de la constitution d'un mode de production», mais fait-il observer, «c'est à partir de la connaissance des modes de production concernés que peuvent être posés et résolus les problèmes de la transition»(28). Ce point de vue d'Althusser-Balibar permet de mettre en lumière le caractère erroné d'une conception occidentale centriste qui a longtemps dominé le débat sur la transition, selon laquelle le matérialisme historique - perçu comme une philosophie de l'histoire - comprend une «théorie achevée des modes de production(29).

La démarche proposée par Althusser-Balibar est fondée - pour toute analyse concernant la transition - sur la connaissance concrète d'une situation concrète. De fait, cette démarche permet de comprendre les spécificités de la transition capitaliste dans les F.S. périphériques en échappant aux multiples réductionnismes faisant de ces dernières une «simple variante encore inachevée» de la transition capitaliste dans les F.S. centrales.

Trois principales thèses s'opposent dans l'analyse de la «transition capitaliste» dans les F.S. périphériques.

— La première thèse soutient que la transition capitaliste présuppose une situation homogène et cohérente au départ, voire une forte intégration économique, sociale et culturelle, avec une classe sociale pourvue d'un projet

(27) «Les survivances (des modes de production antérieurs) relèvent de la théorie des modes de production, de la théorie de la transition d'un mode de production à un autre qui fait un avec la théorie du processus de constitution d'un mode de production déterminé, car tout mode de production ne se développe que sur les cendres de formes existantes d'un mode de production antérieur» cf. L. Althusser, E. Balibar in *Lire le capital* Paris 1973, Ed. Maspero, T. II pp. 72 et suiv.

(28) cf. L. Althusser et E. Balibar op. cit. pp. 72 à 78.

(29) Voir pour une analyse critique de cette conception les différents travaux du CERM, Paris, Ed. Sociales 1974.

national(30). Les tenants de cette thèse considérant le cas des F.S. périphériques, avancent que «chaque force nouvelle a composé avec les anciennes sans parvenir, et peut-être sans chercher à en venir à bout»(31); P. Pascon - principal porte-parole de cette conception - conclut, à la lumière de son analyse du Haouz, que le Maroc n'est pas en transition car «comme il n'y a pas de situation homogène et cohérente au départ, ni de projet national, ou de classe, déclaré ou idéalisé à l'arrivée, rien ne permet d'affirmer qu'il s'agisse d'une transition»(32). Ainsi en s'opposant à la distinction de L. Bettelheim «Sociétés à dominance» et «Sociétés en transition», P. Pascon ajoute une troisième catégorie de situation, «les sociétés composites».

— La deuxième thèse fondée sur une perception bipolaire du monde capitaliste (centre/ périphérie; métropoles / satellites) conclut au blocage de la transition capitaliste dans les F.S. périphériques du fait de la nature «exogène» de cette transition, de la dépendance et de la désarticulation des structures socio-économiques qu'elle implique(33).

— La troisième thèse avance, enfin, que ce qui est bloqué dans les pays dits sous-développés, c'est la transition vers un capitalisme de type central («privé» et «autocentré»); par contre dans la plupart des pays du Tiers-Monde on assiste à de nombreuses transformations qualitatives témoignant d'une transition de ces sociétés vers un capitalisme d'Etat où l'Etat est devenu le principal acteur économique, politique et social(34).

Ces trois principales thèses - prises séparément - ne fournissent que des réponses partielles à la question de la transition capitaliste dans les F.S. périphériques. C'est pourquoi l'adoption d'une démarche globale doit montrer comment le «développement du capitalisme» opère dans les pays du Tiers-Monde du fait de la dépendance et des transformations qui y sont concomitantes (importance du fait étatique), mais elle doit en plus mettre en relief le processus interne par lequel les formes de production non spécifiquement capitaliste résistent, façonnent et assignent un profil particulier à la forme de production capitaliste.

A cette fin, la justification de l'appareil conceptuel retenu implique, cependant, la présentation du cadre épistémologique qui nous a inspirés.

En effet, l'explication marxienne de la genèse et du développement du M.P.C.

(30) cf. P. Pascon, **le Haouz**, Rabat 1977, T.II. pp. 8 et suiv.

(31) Ibid. T.II. p. 8.

(32) Ibid. T.II. p. 8.

(33) cf. essentiellement S. Amin : **Le développement inégal** op. cit. et **Capitalisme et sous-développement en Amérique latine** A.G. Frank, Maspero, 1968.

(34) Le porte-parole de cette thèse est H. Lefebvre : **De l'Etat 3**, le mode de production étatique, Paris 10-18 1977. pp. 301-369. Voir également H. El Malki : «Dépendance et transition» op. cit.

met l'accent sur la nature exclusive de la diffusion du rapport de production capitaliste à l'échelle de la formation sociale. Marx pensait à cet égard :

— que le développement du capitalisme dans l'agriculture conduirait nécessairement à la disparition du «paysan, rempart de l'ancienne société, par la généralisation du salariat agricole sur de plus grandes surfaces»

— que l'agriculture, à l'image de l'industrie serait soumise au capital comme seul rapport social dominant (c'est-à-dire un rapport régi par la loi de la valeur

— loi fondamentale du M.P.C. - fondée sur le principe de l'exploitation de la force de travail des salariés ruraux par une bourgeoisie agraire).

— qu'enfin la lutte de classe se généraliserait à la campagne «au même niveau que dans les villes»(35).

L'interprétation de Lénine, bien que reconnaissant des catégories sociales intermédiaires entre les Koulaks et les ouvriers agricoles dans «le développement du capitalisme en Russie»(36), ne s'éloigne pas beaucoup des conclusions de Marx.

L'interprétation marxiste - vue sous l'angle de ces deux variantes - est désarmée, conceptuellement, pour expliquer l'importance et la persistance des formes non capitalistes de production agricole en œuvre dans les formations sociales capitalistes, et plus particulièrement celles du Tiers-Monde.

C'est à un certain nombre d'auteurs marxistes contemporains que revient le mérite d'avoir enrichi la problématique de la transition capitaliste en proposant des méthodes d'analyse et des réseaux conceptuels - inspirés de Marx - permettant de rendre compte de la complexité de la réalité actuelle de l'agriculture tant en Europe que dans les pays du Tiers-Monde.

Partant d'un constat unanime relatif à la persistance de formes non capitalistes de production agricole - où la paysannerie constitue une classe exploitée par le M.P.C. - ces auteurs divergent cependant, quant à la définition des modalités de cette exploitation. Trois principales séries d'explications sont, à cet égard, fournies :

— Pour la première(37) la petite production agricole appartient à un mode de production précapitaliste «vide de son contenu» en raison de sa domination par le mode de production capitaliste et dont les mécanismes d'exploitation sont à définir au travers des modalités d'articulation d'exploitation de ces deux

(35) K. Marx **Le capital**, livre I, Section IV, Ch. XV, p. 360. Ed Sociales.

(36) In **Oeuvres**, Tome 3, Ed. Sociales et de Moscou, 1975.

(37) P.P Rey : **Les alliances de classes**, Ed. Maspero, Paris 1976; «l'homme et la société», n° 45-46, 1977. Voir aussi S. Amin et K. Vergopoulos **La question paysanne et le capitalisme** Ed. Anthropos, IDEP. 1974; et M. Guetelman **Structures et réformes agraires**, F. Maspero, Paris 1974.

(38) P.P REY, op. cit.

modes de production. Cette explication perçoit l'articulation de deux manières différentes: la première perception rattache la petite production agricole comme une catégorie intermédiaire entre le M.P.F. et le M.P.C. au travers soit du concept de mode de production paysan(39), soit du mode de production petit marchand simple(40).

— Pour la deuxième explication l'exploitation de la petite production agricole par le M.P.C. opère par sa soumission formelle au capital(41).

— La troisième explication, enfin, est celle de l'anthropologie marxiste(42) dont l'analyse est fondée sur la mise en relief de la place importante des rapports de parenté dans l'exploitation du travail paysan - surtout dans les F.S. périphériques - en proposant des orientations théoriques nouvelles sur les formes de production, d'échange et d'Etat : mode de production domestique(43), mode de production lignager(44) et en essayant d'expliquer l'exploitation du travail paysan par le mode d'articulation de ces formes de production avec le capitalisme international.

En dépit des divergences existant entre ces trois principales approches de la «petite production agricole», elles présentent, toutes, l'intérêt de mettre en relief le processus interne par lequel les formes de production «non spécifiquement capitalistes» résistent, façonnent et assignent un profil particulier à la forme de production capitaliste.

C'est ce que nous tenterons de démontrer à la lumière de l'économie marocaine où nous retiendrons un principal secteur: l'agriculture. Au sein de ce secteur, le clivage comptable retenu : agriculture moderne / agriculture traditionnelle(45), correspond à la distinction conceptuelle : secteur de soumission réelle (S.S.R.) - secteur de soumission formelle (S.S.F.).

2./ Lenteur et particularité de la diffusion des rapports capitalistes de production : le cas de l'économie marocaine

L'une des principales caractéristiques de l'économie marocaine réside dans la faiblesse de la diffusion des rapports capitalistes de production. Plusieurs indices permettent, en effet, d'appuyer cette hypothèse : importance des formes

(39) K. Vergopoulos, op. cit.

(40) S. Amin, op. cit.

(41) cf. C. Faure **Agriculture et capitalisme**, Ed. Anthropos. Paris 1972; **La production paysanne et l'exploitation capitaliste**; «l'homme et la société», 1977.

(42) cf. M. Godelier **Sur les sociétés précapitalistes**, Ed. Sociales 1972; **Horizon et trajets marxistes en anthropologie**, op. cit. C. Meillassoux : **Femmes, greniers et capitaux**. Ed. F. Maspero, 1979. E. Terray : **Le marxisme face aux sociétés primitives**, F. Maspero, 1970.

(43) cf. C. Meillassoux, op. cit.

(44) cf. P.P. Rey : **Le capitalisme négrier**, F. Maspero.

(45) Nous nous sommes contenté de situer cette faiblesse de la diffusion des rapports capitalistes de production dans l'agriculture car c'est surtout dans ce secteur que les formes de production non spécifiquement capitalistes trouvent leur lieu d'implantation.

de production «non spécifiquement capitalistes», persistance des techniques agricoles «traditionnelles», faible impact du crédit agricole dans l'élargissement des rapports marchands, faiblesse du salariat et du marché intérieur des rapports marchands, faiblesse du salariat et du marché intérieur, etc..

a) La faiblesse ou l'importance de la mécanisation dans l'agriculture constitue un indicateur du rythme de diffusion des rapports capitalistes de production. En effet, si on considère avec Lénine que «l'introduction des machines dans l'agriculture revêt un caractère capitaliste, c'est-à-dire qu'elle entraîne des rapports capitalistes»(46), il apparaît que, dans le cas de l'agriculture marocaine, ce processus demeure fortement limité.

Ainsi un simple constat de l'état actuel des techniques de production mises en œuvre dans le domaine agricole révèle que la charrue en bois, la faucille et l'énergie animale restent les moyens dominants utilisés par le paysan marocain(47). La mécanisation, si elle constitue un processus réel, évolue très lentement. De 1956 à 1978, le nombre de tracteurs est passé de 532 à 592 seulement (soit 4 fois plus sur une période de 22 ans), celui des presses à paille a moins progressé passant de 89 à 142 (soit un taux de progression de 60 %, alors que - toujours pour la même période - le nombre des moissonneuses-batteuses a décliné de 487 à 226 (voir tableau n° 1).

De surcroît, cette mécanisation ne concerne que les formes capitalistes de production agricole (presque 40 % des terres cultivées) et occulte un phénomène général de faible développement des forces productives quand on considère l'ensemble de l'agriculture marocaine (soit 7 millions d'ha). A titre indicatif, sur la totalité des exploitations agricoles moins de 15 % seulement ont accès actuellement à l'énergie mécanique(48). Par ailleurs, de 1946 à 1977 seuls 482 ingénieurs d'Etat et vétérinaires ont été formés pour une population rurale d'environ 11 millions (1977) soit 1 ingénieur par 22.821 paysans(49)

(46) cf. Lénine **Le développement du capitalisme en Russie**, op. cit. p. 238.

(47) cf. P. Pascon **Le Haouz...**, op. cit.

(48) cf. D. Guerraoui : «Dualismes agraires et développement rural...» thèse de Doctorat d'Etat es-sciences économiques, Lyon II. 1982 p. 333.

(49) cf. Mara, D.A.E. «Données essentielles sur le secteur agricole».

Tableau 1 - Ventes de matériel agricole entre 1956 et 1978 en unités

Année	Tracteurs agricoles	Moissonneuses batteuse	Presses à paille
1956	532	487	89
1957	910	232	44
1958	1 335	48	9
1959	760	107	12
1960	665	147	19
1961	475	115	28
1962	601	41	30
1963	452	67	15
1964	623	177	58
1965	805	144	14
1966	968	104	35
1967	1 058	81	161
1968	2 286	56	32
1969	1 613	366	111
1970	1 912	257	61
1971	1 526	193	52
1972	1 487	209	84
1973	1 612	218	120
1974	1 784	125	125
1975	2 706	153	155
1976	2 083	118	315
1977	2 835	235	374
1978	2 592	226	142

Source : La vie économique, n° du 5 mai 1978, p. 6.

Le Maroc agricole, n° 105, mars 1978, p. 8.

b) La prépondérance des formes «non capitalistes» de production agricole dans la superficie cultivable fournit un deuxième indice révélateur de la lenteur de l'extension de la sphère capitaliste de production. En effet, plus de 5 millions d'hectares sur une superficie cultivable totale de 7 millions d'hectares forment des terres dites collectives orientées vers les cultures vivrières. Les 5 millions d'ha occupent presque 80 % de la population rurale(50). Même en considérant les chiffres beaucoup plus optimistes du recensement agricole de 1973-1974, il apparaît que plus de 56 % des exploitations agricoles de moins de 5 ha sont des terres marginales de productivité très faible et spécialisée dans la

(50) cf. D. Guerraoui, op. cit. p. 349.

céréaliculture vivrière produisant 50 % de notre potentiel de production céréalière(51). Au sein de ces exploitations, la forme de production dominante est, encore, régie par les rapports de parenté. L'auto-subsistance reste la principale finalité de la production et de l'échange(52). Même l'économie d'échange ne se préoccupe, dans ce cadre, que des problèmes de subsistance : «alors que l'exploitant dans le système capitaliste s'absorbe dans la considération des prix du marché, l'exploitant familial, écrit P. Pascon, à cet égard, lorsque même il fait appel, en partie, à l'économie d'échange est hanté par le nombre de bouches à nourrir et de bras au travail dont il dispose»(53).

Cette prépondérance quantitative des formes «non capitalistes» de production agricole occulte une dominance qualitative des formes capitalistes. L'articulation entre les deux ne semble cependant pas être «provisoire», c'est-à-dire appelée à disparaître au profit du développement exclusif du capitalisme. La réalité est beaucoup plus complexe car la lenteur qui accompagne l'intégration des formes «traditionnelles» de production agricole au capitalisme s'explique, en grande partie, par le rôle qu'elles jouent dans le système légitimatoire du régime politique. Les responsables, eux-mêmes, ont une conscience claire de ce rôle: «couvrant une large superficie (les formes communautaires de production agricole) sont importantes à double titre pour l'économie marocaine: elles contribuent de façon non négligeable à l'approvisionnement du pays, céréalier en particulier et elles font vivre une partie importante des agriculteurs»(54).

Ces quelques données sur l'importance des formes «non capitalistes» de production agricole témoignent du faible rythme du développement du capital (SSR).

c) Le crédit agricole se présente comme étant un organisme privilégié, au service de la diffusion des rapports capitalistes de production. Il est destiné à assurer une telle fonction à un triple niveau :

- Le crédit agricole entraîne la mise en circulation d'une masse monétaire et contribue, de ce fait, au développement des rapports marchands et monétaires;
- Il contribue aussi à un certain développement des forces productives dans la mesure où il favorise l'achat de matériel agricole.
- Il oblige le paysan à soumettre sa production au marché en vue de se pourvoir de liquidités monétaires nécessaires au remboursement des dettes.

Or une analyse de l'évolution du crédit agricole(55) au Maroc révèle la

(51) cf. «Le recensement agricole 1973-74» in «Libération, n° de janvier / février 1981, p. 8.

(52) P. Pascon : «Segmentation et stratification dans la société rurale marocaine» in «Recherches récentes sur le Maroc moderne» BESM 1979.

(53) P. Pascon, «Considérations préliminaires sur l'économie des exploitations agricoles familiales», RJPEN, n° 3, Rabat, décembre 1973, p. 83.

(54) Plan 1978-1980, p. 174.

(55) Pour cette analyse, cf. A. Berrada «Le crédit agricole au Maroc de 1917 à 1977», Rabat, 1979. cf. aussi T. Masmoudi, «Le crédit agricole...» SMER, Casa 1982.

faiblesse de ses effets dans la diffusion généralisée des rapports de production capitalistes.

* La première raison de cette faiblesse est le caractère sélectif de ce crédit. En effet, si le montant des crédits a augmenté d'environ 152 % entre 1962 et 1977(56), c'est la minorité des gros propriétaires fonciers relevant des formes capitalistes de production qui en a bénéficié. Le plan 1978-1980 reconnaît lui-même ce phénomène; on y lit : «Au cours du quinquennat (1970-1977), 200 000 agriculteurs auront pu bénéficier des prêts du crédit agricole, soit environ 10 % du nombre total des exploitants agricoles, c'est évidemment peu»(57).

* La deuxième raison réside dans la nature même de l'usage qui est fait du crédit agricole. Aussi bien dans leurs orientations que dans la «réaction» qu'elles provoquent chez les paysans, les activités du crédit agricole n'obéissent à aucune logique capitaliste.

A cet égard, ce qui frappe le plus, c'est l'orientation des crédits essentiellement vers l'achat de moyen de consommation. Cette remarque peut-être appuyée par la prépondérance des crédits à court terme octroyés par la C.N.C.A. Pour l'année 1973 on peut lire dans le rapport de la Banque du Maroc que la C.N.C.A. a participé, pour près de 70 % à la distribution des crédits à court terme en hausse de 7,7 % d'une année à l'autre; tendance générale pour l'ensemble des crédits au Maroc puisque «les crédits à moins de deux ans d'échéance constituaient 71 % et les prêts à moyen et long terme 29 % au lieu de 67 % et 33 % un an plus tôt»(58).

d) L'évolution ou l'intensité de développement du rapport salarial dans les principaux secteurs de l'économie constitue un autre facteur qui permet de mesurer les limites de l'élargissement des rapports capitalistes de production au sein de l'économie marocaine.

Ainsi, dans le secteur industriel, la contribution de l'industrie à l'emploi global a connu une quasi-stagnation entre 1960 et 1977; elle a représenté 10,3 % en 1960, 10,5 en 1971 et 11,8 % en 1977. En milieu rural, la lenteur de la diffusion du rapport salarial est encore plus prononcée comme le retrace le tableau suivant :

(56) cf. A. Berrada, op. cit.

(57) Plan, op. cit. p. 137.

(58) cf. Rapport de la Banque du Maroc, exercice 1973, p. 140.

Tableau 2 — L'emploi dans le milieu rural (octobre 1977) Effectif en 1000 de personnes.

Année	1960		1971		1977	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Employeurs	177	9,6	57	2,9	57	2,7
Travailleurs indépendants	814	44,4	837	42,1	877	41,5
Salariés	366	20,0	419	21,1	458	21,7
Aides familiaux	461	25,1	672	33,8	716	33,9
Situation non déclarée	16	0,9	3	0,1	4	0,2
Total	1 834	100	1 988	100	2 112	100

Source : Boutata M. «Les problèmes de l'emploi au Maroc» in «la crise, ... l'alternative». Ed. Al Bayane, Rabat 1980, p. 253.

Il ressort de ce tableau que :

— Le taux de croissance des salariés en milieu rural est resté faible : 20 % en 1960, 21 % en 1971 et 21,7 % en 1977. Ceci traduit bien la faiblesse de l'extension du rapport salarial comme rapport spécifiquement capitaliste en milieu rural.

— La part des formes «traditionnelles» de production agricole reste prépondérante; elle s'est élevée de 69,5 % en 1960 à 75,4 % en 1977. Ce chiffre - qui englobe les «travailleurs indépendants» et les «aides familiaux» - peut devenir plus important si on tient compte des travailleurs saisonniers lesquels représentent les 2/3 des salariés.

Par ailleurs, même en prenant le cas des régions agricoles où la forme capitaliste de production est la plus répandue, on y constate aussi le faible degré de salarisation. Dans le cas du Gharb, G. Lazarev rapporte qu'un foyer seulement sur cinq est salarié permanent ou occasionnel dans les seules fermes. Ce rapport est de 1 à 4 dans la région de Meknès(59). Pour le secteur agricole dans son ensemble, la part relative dans l'emploi salarié total a même régressé en passant de 32,4 % en 1960 à 28,5 % en 1970(60).

Ces données illustrent donc indéniablement le caractère «boiteux» de la

(59) G. Lazarev, «Changement social et développement dans les campagnes marocaines» in «Etudes sociologiques sur le Maroc», p. 138. (Les chiffres datent de 1966), BESM 1978.

(60) cf. Etude de Dar Al Hanasah, croissance et transformations structurelles de l'industrie marocaine 1968-76.

marche du rapport salarial, et ceci même dans les régions «réellement» soumises au capital.

e) L'étroitesse du marché intérieur constitue un niveau privilégié pour la saisie de la faiblesse de diffusion des rapports capitalistes de production puisque «en tant que problème particulier, isolé indépendant du degré de développement du capitalisme (le marché intérieur) n'existe absolument pas (...). (Il) apparaît lorsque apparaît l'économie marchande, et le degré même atteint par la division sociale du travail détermine l'importance de ce développement; il s'étend lorsque l'économie marchande passe des produits à la force de travail, et c'est seulement dans la mesure où cette dernière se transforme en marchandise que le capitalisme embrasse toute la production du pays»(61).

Au Maroc, les effets économiques de l'étroitesse du marché intérieur sont officiellement reconnus par les responsables. A cet égard, nous pouvons lire dans le plan 1973-1977 que «l'étroitesse du marché intérieur ne permet pas un développement suffisant de notre industrie. Malgré l'existence d'un marché potentiel de plus de 15 millions d'habitants, les habitudes d'auto-consommation en milieu rural et la croissance lente des revenus réels réduisent considérablement le marché réel. Il faut donc exporter pour pouvoir augmenter l'activité de ce secteur de l'économie et ainsi créer des emplois. Les revenus procurés par ces nouveaux emplois élargiront à leur tour le marché intérieur»(62).

En effet, dans la formation sociale marocaine, l'existence d'un large secteur de soumission formelle (formes de production «non capitalistes») est significative de l'importance de l'auto-consommation. La part de cette dernière en milieu rural fut en 1971 de 50 % pour les céréales et produits à base de céréales, de 24,6 %, 19 % et 14 % respectivement pour les corps gras, les légumes et la viande(63).

D'autre part, la sous-rémunération du travail dans l'agriculture constitue le second facteur explicatif de l'étroitesse du marché intérieur. Le tableau suivant reflète cette situation :

(61) cf. Lénine, *Le développement du capitalisme en Russie*, op. cit. p. 61.

(62) cf. Plan 1973-77, Vol. II, p. 372.

(63) cf. D. Guerraoui, op. cit. p. 391.

Tableau 3 — Etat des rémunérations en milieu rural

Emplois temporaires :	
a) moins de 2 dirhams	11
b) 2 DH et plus	27
c) 3 DH et plus	24
d) 4 DH et plus	16
<hr/>	
Emplois permanents :	
e) 5 à 8 DH	16
f) 8 à 10 DH	4
g) 10 DH et plus	2
	—————
	100
<p>Source : P. Pascon et M. Bentahar, Etudes sociologiques sur le Maroc, op. cit. p. 200.</p>	

Conclusion.

Les différents éléments - présentés précédemment - témoignent de la particularité du fonctionnement de la «loi du capital» dans les F.S. périphériques. Ces différents facteurs - traduisant la faiblesse de la base matérielle de légitimité du régime politique marocain - expliquent pourquoi le capital est relayé par l'Etat qui est le véhicule artisan de «l'unité nationale».

L'ampleur de l'intervention de l'Etat s'explique, dans ce cadre, par le caractère particulier de la reproduction sociale. La faiblesse de la base matérielle de légitimation interdit toute «fétichisation» des rapports sociaux. D'où le recours de l'Etat - au niveau de sa fonction de légitimation - au « fétichisme politique».

L'enseignement à tirer des développements précédents réside dans l'accent mis sur l'idée de l'épaisseur historique de l'Etat périphérique à travers le cas marocain. Cela permet de mieux saisir les particularités du processus de reproduction sociale dans les sociétés dépendantes. La mise en relief de l'épaisseur historique de l'Etat marocain et de la continuité particularisant son évolution, d'une part, et de la faiblesse d'une base matérielle de légitimation de l'autre, constitue un préalable nécessaire à l'interprétation de l'intervention économique de l'Etat au Maroc. Celle-ci est tributaire de l'appréhension du processus de reproduction sociale en mettant en relief :

— les particularités de la fonction de régénération du capital de l'Etat marocain contemporain;

— et celles de la fonction de légitimation.

Dès lors, témoigner de «l'historicité de l'Etat marocain» n'est pas une entreprise relevant d'une simple archéologie du savoir; elle est le «sillon dans lequel le présent et l'avenir continueront à s'inscrire». (M. Morsy).

Rabat, Avril 1985. Abdelali DOUMOU
enseignant-chercheur à la Faculté de Droit de Casablanca